

## **MASTER 2 Affaires Internationales Sud-Méditerranéennes**

---

**Titre :** *Encadrement juridique du commerce euro-arabe*

Enseignant : Ridha BEN HAMMED

Nbre d'heures : 15 CM

---

**Objectif :**

**Modalités de contrôle :**

---

### **Introduction**

1/ L'évolution des relations entre l'Union Européenne et les Pays du Maghreb

\_ La conclusion d'un certain nombre d'accords bilatéraux portant exclusivement sur le commerce.

La conférence de Barcelone des 27 et 28 novembre 1995 et la « Déclaration finale » des travaux de cette conférence considérée comme « l'Acte fondateur » du partenariat euro-méditerranéen

\_ La définition d'un contenu global de partenariat avec un volet politique, un volet économique et un volet social et humain

\_ La détermination d'un objectif, la libéralisation progressive des échanges et le création d'une zone de libre-échange et d'un espace euro-méditerranéen

2/ La signature des accords ont prévu notamment l'établissement d'une zone de libre-échange pendant une période de transition de douze années à compter de l'entrée en vigueur de chaque accord et en conformité avec les dispositions de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et des autres accords multilatéraux sur le commerce des marchandises annexés à l'accord instituant l'OMC.

Ces accords d'association sont rédigés de la même façon ; ils suivent la même démarche ; ils adoptent les mêmes principes et prévoient les mêmes domaines.

3/ La politique européenne de voisinage et la perspective de la participation des pays sud-méditerranéens au marché intérieur européen ;

\_ L'élaboration de « plan d'actions » reprenant le contenu de l'accord d'association et d'élargissement des perspectives de coopération

### **1<sup>ère</sup> partie : de la coopération au partenariat**

Chapitre I : Une coopération fondée sur des accords bilatéraux portant exclusivement sur les relations commerciales.

Section 1 : L'adaptation et la rénovation des accords bilatéraux.

§1 : L'insuffisance des accords commerciaux (le régime de préférences généralisées)

§2 : L'intégration d'un volet de coopération technique et financière aux accords commerciaux

Section 2 : L'inaptitude des accords bilatéraux à répondre à l'attente générale

§1 : Accroissement de la dépendance des pays maghrébins

§2 : Un bilan négatif des accords

Chapitre II : Un partenariat fondé sur des accords d'association à vocation globale

Section 1 : La fixation d'objectifs ambitieux en matière de partenariat

§1 : L'harmonisation des accords entre l'Union Européenne et les différents pays du Sud de la Méditerranée

§2 : L'application d'une approche globale du partenariat euro-méditerranéen

Section 2 : La définition d'un contenu global de partenariat

§1 : L'élargissement du partenariat aux volets économique et financier, social et politique (accord à vocation globale)

§2 : L'élargissement du champ du partenariat à plusieurs domaines (environnement, énergie, T.I.C...)

## **2<sup>ème</sup> partie : Le partenariat**

Chapitre I : La mise en place d'une zone de libre-échange

Section 1 : Une zone de libre-échange à champ réduit

§1 : Une zone limitée aux produits industriels

§2 : Une zone excluant les produits agricoles

Section 2 : Une zone de libre-échange progressive

§1 : L'abolition des obstacles tarifaires

§2 : L'élimination progressive des obstacles tarifaires

Chapitre III : Les éléments complémentaires à la mise en place d'une zone de libre-échange

Section 1 : L'application des règles communautaires de la concurrence

§1 : L'interdiction d'entente et d'abus de position dominante

§2 : Le démantèlement des monopoles

Section 2 : La protection des droits de propriété intellectuelle

§1 : La protection de la propriété intellectuelle est un élément indispensable dans l'établissement d'une zone de libre-échange

§2 : La protection de la propriété intellectuelle est un élément indispensable dans le dispositif de renforcement des valeurs des droits de l'Homme

Section 3 : La libre circulation des services des capitaux et des paiements

§1 : La libre circulation des capitaux et des paiements

§2 : La libre circulation des services

### **3<sup>ème</sup> partie : Du partenariat au voisinage**

Chapitre I : L'élargissement du cadre institutionnel en vigueur avec la nouvelle politique européenne de voisinage

Section 1 : Le maintien du cadre institutionnel prévu par l'accord d'association

Section 2 : Le développement du cadre institutionnel régional

Chapitre II : L'amélioration du fonctionnement des institutions existantes

Section 1 : Une meilleure coordination institutionnelle

Section 2 : La création progressive de nouveaux instruments de partenariat

Chapitre III : La rationalisation de l'action de partenariat à travers la politique européenne de voisinage

Section 1 : Une nouvelle méthodologie pour le renforcement du partenariat

§1 : La complémentarité entre le plan d'action et l'accord d'association

§2 : Le recours à une méthode de travail programmatique et rationnelle

Section 2 : Une meilleure définition des priorités d'action

§1 : L'adhésion à des valeurs communes

§2 : Le rapprochement dans le domaine d'intérêt régional

Section 3 : Un meilleur instrument de financement du partenariat (l'instrument européen de voisinage et de partenariat, l'I.E.V.P.)

§1 : Un instrument d'intégration économique et de coopération financière

§2 : Un instrument de mise en œuvre du plan d'action